

Art. 2. L'article 11 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 11. Les locataires visés à l'article 80, § 5, du Code du Logement doivent :

1^o lorsqu'il s'agit d'une habitation sociale ou d'une petite propriété terrienne, satisfaire à la date de la prise en location, aux conditions de patrimoine et de revenus fixées par l'arrêté de l'Exécutif flamand réglementant le régime des loyers des habitations appartenant aux sociétés agréées par la Société nationale du Logement ou à la Société nationale elle-même;

2^o lorsqu'il s'agit d'une habitation moyenne, satisfaire à la date de la prise en location, aux conditions prévues à l'article 10, § 1er, 2^o.

Une dérogation aux conditions patrimoniales visées sous 1^o et 2^o, est prévue en faveur de locataires qui ne peuvent, pour des raisons professionnelles, occuper leur habitation, qu'ils possèdent entièrement en propriété ou en usufruit. »

Art. 3. L'article 12 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 12. Dans les trois mois de la date de passation de l'acte de vente, le vendeur de la parcelle fait part de la vente à l'Administration du Logement.

La maçonnerie extérieure de l'habitation, dont il est question à l'article 10, § 1er, 3^o et 4^o, doit être achevée dans un délai de cinq ans à compter de cette même date. Sur avis motivé de l'organisme qui réalise le lotissement visé à l'article 80, § 1er, b) du Code du Logement, ou de l'Administration du Logement, le Ministre peut prolonger ce délai de 2 x 2 ans au maximum.

Un certificat à délivrer par le vendeur attestera le respect du délai fixé à l'alinéa précédent; ce certificat sera soumis dans les trois mois après l'expiration de ce délai à l'Administration du Logement. »

Art. 4. L'article 13 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 13. L'habitation visée à l'article 10, § 1er, 3^o, doit répondre aux conditions fixées par l'arrêté de l'Exécutif flamand instaurant une prime au logement.

L'habitation visée à l'article 10, § 1er, 4^o, doit répondre aux conditions visées à l'alinéa précédent, étant toutefois entendu que les maxima fixés pour le volume des habitations sont augmentés de 25 %.

Un certificat à délivrer par le vendeur doit attester que les conditions précitées sont remplies.

Le certificat précité est adressé à l'Administration du Logement qui est habilitée à exercer un contrôle en la matière.

Art. 5. L'article 15, § 2 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. Le transfert des réseaux de voirie et d'égouts à la commune, conformément à l'article 80, § 8 du Code du Logement, ainsi que de l'assiette nécessaire pour ceux-ci, aura lieu lors de la réception provisoire des travaux de voirie et d'égout, par acte passé devant le bourgmestre agissant conformément aux dispositions de l'article 9 de la loi du 27 mai 1870 portant simplification des formalités administratives en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique.

Le transfert de l'assiette visée à l'alinéa premier aura lieu sur base d'un métré fait par l'auteur des projets des travaux de voirie et d'égout.

A défaut de l'acte mentionné à l'alinéa premier, le transfert aura lieu d'office par arrêté pris par l'Exécutif flamand auquel est joint un métré de l'infrastructure à transférer. »

Art. 6. Le présent arrêté entre en vigueur le 3 juillet 1987.

Art. 7. Le Ministre communautaire du Logement est chargé de l'exécution de cet arrêté.

Bruxelles, le 1er juillet 1987.

Le Président de l'Exécutif flamand,

G. GEENS

Le Ministre communautaire du Logement,

P. AKKERMANS

MINISTRE DE LA REGION WALLONNE

F. 87 — 1546

25 JUIN 1987. — Arrêté de l'Exécutif relatif au comité de surveillance de l'entreprise d'Etat « Complexe du Barrage de Nisramont »

L'Exécutif de la Région wallonne,

Vu la loi du 22 octobre 1970 érigeant en entreprise d'Etat le service chargé de l'exploitation du complexe du barrage de Nisramont;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 6, § 1er, V, 1^o;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 23 décembre 1985 fixant la répartition des compétences entre les Ministres, Membres de l'Exécutif;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 23 décembre 1985 modifiant l'arrêté de l'Exécutif du 27 janvier 1982 portant règlement du fonctionnement de l'Exécutif;

Vu l'arrêté du 23 décembre 1985 modifiant celui du 22 avril 1982 réglant la signature des actes de l'Exécutif;

Vu l'article 21 du décret du 23 décembre 1986 contenant le budget des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 1987 — Partie Ministère de la Région wallonne;

Vu l'article 4 du décret contenant le premier feuillet d'ajustement du budget des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 1987 — Partie Ministère de la Région wallonne;

Vu les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, notamment l'article 3, § 1er;

Vu l'urgence motivée par la nécessité de procéder dans les délais à l'exécution des dépenses prévues au budget de la Région wallonne pour l'année budgétaire 1987;

Vu la nécessité de prendre les dispositions nécessaires à cet effet;

Sur la proposition du Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Eau et de la Vie rurale,

Arrête :

Article 1er. Au sens du présent arrêté, on entend par :

— « **Ministre** » : le Ministre, membre de l'Exécutif régional wallon, qui a dans ses attributions la politique de l'eau et notamment les matières visées à l'article 6, § 1er, V, 1^o, de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980;

— « **Entreprise** » : l'Entreprise d'Etat « Complexe du Barrage de Nisramont »;

— « **Comité** » : le Comité de surveillance de l'Entreprise d'Etat « Complexe du Barrage de Nisramont ».

Art. 2. Le Comité de surveillance de l'Entreprise d'Etat « Complexe du barrage de Nisramont » est composé :

— du directeur général de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement, président;

— de l'inspecteur général de l'Inspection générale de l'Eau de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement;

— du directeur d'Administration du Budget et des Finances.

Le responsable du Service du Ministère de la Région wallonne chargé de la production et du grand transport d'eau assiste de droit à toute réunion du Comité sans voix délibérative.

Le Secrétariat est assuré par ce service.

Un délégué du Ministre et un délégué du Ministre du budget peuvent assister à toute réunion sans voix délibérative.

Le Comité établit son règlement d'ordre intérieur qui est approuvé par le Ministre.

Le Comité invite un représentant de l'Inspection des Finances, un représentant désigné par la Cour des Comptes et toute autre personne qu'il juge nécessaire en fonction de l'ordre du jour de la réunion.

Art. 3. Le Comité veille à une bonne exploitation et à une saine gestion de l'Entreprise.

Il examine les questions relatives à l'hygiène et à la salubrité de l'eau brute ainsi qu'à l'hygiène, à la salubrité et au contrôle de l'eau traitée.

Le Comité donne son avis sur l'élaboration des propositions budgétaires et examine toutes les opérations comptables ainsi que les propositions de modification du cadre du personnel.

Il propose au Ministre le recrutement de personnel contractuel de complément ou de remplacement dans la limite des crédits budgétaires.

Le Comité propose au Ministre le programme des investissements en matière de production et d'adduction d'eau.

Il lui adresse toutes suggestions et propositions relatives à l'Entreprise notamment en ce qui concerne le prix de l'eau et lui fait rapport annuellement sur la gestion de l'Entreprise.

Il prépare la mise en place de l'Entreprise régionale de production et d'adduction d'eau.

Art. 4. Le Ministre est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 25 juin 1987.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon,
chargé des Technologies nouvelles, des Relations extérieures,
des Affaires générales et du Personnel,

M. WATHELET

Le Ministre de la Région wallonne pour l'Aménagement du Territoire, de l'Eau et de la Vie rurale,

A. LIENARD

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 87 — 1546

25. JUNI 1987. — Erlass der Exekutive
über den Aufsichtsausschuss des Staatsbetriebs « Complexe du Barrage de Nisramont »

Aufgrund des Gesetzes vom 22. Oktober 1970, das den mit der Betreibung des Staudammkomplexes von Nisramont beauftragten Dienst in ein Staatsbetriebs umwandelt;

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, insbesondere des Artikels 6, § 1, V, Punkt 1;

Aufgrund des Erlasses der Exekutive vom 23. Dezember 1985 zur Festlegung der Verteilung der Zuständigkeiten unter die Minister, Mitglieder der Exekutive;

Aufgrund des Erlasses vom 23. Dezember 1985 zur Abänderung des Erlasses der Exekutive vom 27. Januar 1982 zur Regelung der Arbeitsweise der Exekutive;

Aufgrund des Erlasses vom 23. Dezember 1985 zur Abänderung des Erlasses vom 22. April 1982 zur Regelung der Unterzeichnung der Urkunden der Exekutive;

Aufgrund von Artikel 21 des Dekrets vom 23. Dezember 1986 zur Festlegung der Ausgaben des Haushaltsplans der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 1987 — Teil Ministerium der Wallonischen Region;

Aufgrund von Artikel 4 des Dekrets zur Festlegung des ersten Anpassungsblattes in bezug auf die Ausgaben des Haushaltsplans der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 1987 — Teil Ministerium der Wallonischen Region;

Aufgrund der koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, § 1;

Aufgrund der Dringlichkeit, begründet durch die Notwendigkeit, die im Haushaltsplan der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 1987 vorgesehenen Ausgaben fristgemäss zu tätigen;

Aufgrund der Notwendigkeit, die zu diesem Zweck erforderlichen Massnahmen zu treffen;
Auf Vorschlag des Ministers der Raumordnung, des Wassers und des Landlebens,

Beschliesst die Wallonische Regionalexecutive :

Artikel 1. Im Sinne des vorliegenden Erlasses versteht man unter :

— « Minister » : den Minister, Mitglied der Wallonischen Regionalexecutive, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wasserpolitik und insbesondere die in Artikel 6, § 1, V, Punkt 1, des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen erwähnten Angelegenheiten gehören;

— « Betrieb » : den Staatsbetrieb « Complexe du Barrage de Nisramont »;

— « Ausschuss » : den Aufsichtsausschuss des Staatsbetriebs « Complexe du Barrage de Nisramont ».

Art. 2. Der Aufsichtsausschuss des Staatsbetriebs « Complexe du Barrage de Nisramont » umfasst :

— den Generaldirektor der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, Vorsitzenden;

— den Generalinspektor der Generalinspektion für Wasser der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt;

— den Verwaltungsdirektor für Haushalt und Finanzen.

Der Verantwortliche der Dienststelle des Ministeriums der Wallonischen Region für die Wassergewinnung und den Transport grosser Wassermengen nimmt automatisch an jeder Sitzung des Ausschusses ohne beschliessende Stimme teil.

Die Sekretariatsgeschäfte werden von dieser Dienststelle wahrgenommen.

Ein Beauftragter des Ministers und ein Beauftragter des Ministers des Haushalts können jeder Sitzung ohne beschliessende Stimme beiwohnen.

Der Ausschuss legt seine Geschäftsordnung fest, und diese wird vom Minister genehmigt.

Der Ausschuss lädt einen Vertreter der Finanzinspektion, einen vom Rechnungshof bestellten Vertreter und jede andere Person ein, die er je nach der Tagesordnung der Sitzung für notwendig erachtet.

Art. 3. Der Ausschuss sorgt für eine wirksame Bewirtschaftung und eine ordnungsgemässe Führung des Betriebs.

Er bearbeitet die Fragen bezüglich der Hygiene und der Reinheit des Rohwassers sowie der Hygiene, der Reinheit und der Kontrolle des aufbereiteten Wassers.

Der Ausschuss gibt sein Gutachten über die Ausarbeitung der Haushaltsvorschläge ab und überprüft alle Buchungsvorgänge sowie die Vorschläge zur Abänderung des Stellenplans.

Im Rahmen der Haushaltsmittel schlägt er dem Minister die Einstellung von zusätzlichem oder Ersatzpersonal unter Vertrag vor.

Der Ausschuss schlägt dem Minister das Programm der Investitionen in Sachen Wassergewinnung und -zufuhr vor.

Er übermittelt ihm alle Vorschläge und Angebote in bezug auf den Betrieb, insbesondere was den Preis des Wassers betrifft, und erstattet ihm jedes Jahr einen Bericht über die Führung des Betriebs.

Er bereitet die Einsetzung des Regionalen Betriebs für Wassergewinnung und -zufuhr vor.

Art. 4. Der Minister ist mit der Durchführung dieses Erlasses beauftragt.

Brüssel, den 25. Juni 1987.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexecutive,
beauftragt mit den Neuen Technologien, den Auswärtigen Beziehungen,
den Allgemeinen Angelegenheiten und dem Personal,

M. WATHELET

Der Minister der Raumordnung, des Wassers und des Landlebens für die Wallonische Region,

A. LIENARD

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 87 — 1546

25 JUNI 1987. — Besluit van de Executieve
betreffende het toezichtscomité van het staatsbedrijf « Stuwdamcomplex Nisramont »

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op de wet van 22 oktober 1970 tot omzetting in een staatsbedrijf van de dienst belast met de exploitatie van het stuwdamcomplex te Nisramont;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 6, § 1, V, 1°;

Gelet op het besluit van de Executieve van 23 december 1985 tot vaststelling van de bevoegdheden onder de Ministers, leden van de Executieve;

Gelet op het besluit van 23 december 1985 tot wijziging van het besluit van de Executieve van 27 januari 1982 houdende regeling van de werking van de Waalse Gewestexecutieve;

Gelet op het besluit van de Executieve van 23 december 1985 tot wijziging van het besluit van 22 april 1982 tot regeling van de ondertekening van de akten van de Executieve;

Gelet op artikel 21 van het decreet van 23 december 1986 houdende de begroting van de uitgaven van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 1987 — Deel Ministerie van het Waalse Gewest;

Gelet op artikel 4 van het decreet houdende de eerste aanpassing van de begroting van de uitgaven van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 1987 — Deel Ministerie van het Waalse Gewest;

Gelet op de wetten gecoördineerd op de Raad van State, inzonderheid op artikel 3, § 1;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid verantwoord door de behoefte om over te gaan binnen de termijnen tot de uitvoering van de uitgaven bedoeld in de begroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 1987;
Gelet op de noodzakelijkheid de nodige maatregelen te nemen voor dit doeleinde;
Op de voordracht van de Minister van de Ruimtelijke Ordening, het Water en het Landleven,

Besluit :

Artikel 1. In de zin van dit besluit dient te worden verstaan onder :

— « Minister » : de Minister, Lid van de Waalse Gewestexecutieve, tot wiens bevoegdheid het Water en in 't bijzonder de in artikel 6, § 1, V, 1^o, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen bedoelde aangelegenheden behoren;

— « Bedrijf » : het staatsbedrijf « Stuwdamcomplex Nisramont »;

— « Comité » : het toezichtscomité van het staatsbedrijf « Stuwdamcomplex Nisramont ».

Art. 2. Het toezichtscomité van het staatsbedrijf « Stuwdamcomplex Nisramont » is samengesteld uit :

— de directeur-generaal van het Algemeen Bestuur van Natuurlijke Bronnen en Leefmilieu, voorzitter;

— de inspecteur-generaal van de Algemene Inspectie van Water van het Algemeen Bestuur van Natuurlijke Bronnen en Leefmilieu;

— de bestuursdirecteur van Begroting en Financiën.

De verantwoordelijke van de Dienst van het Ministerie van het Waalse Gewest belast met de productie en het groot vervoer van water neemt deel naar recht aan iedere vergadering van het Comité zonder stemgerechtigd te zijn.

Het Secretariaat wordt door deze dienst verzorgd.

Een afgevaardigde van de Minister en een afgevaardigde van de Minister voor Begroting kunnen aan iedere vergadering deelnemen zonder stemgerechtigd te zijn.

Het Comité stelt zijn door de Minister goedgekeurd reglement van inwendige orde vast.

Het Comité nodigt een vertegenwoordiger van de Inspectie van Financiën, een vertegenwoordiger aangeduid door het Rekenhof en iedere andere persoon nodig geacht in verband met de dagorde van de vergadering uit.

Art. 3. Het Comité zorgt voor de goede uitbating en een gezond beheer van het bedrijf.

Het onderzoekt de vragen betreffende de hygiëne en de gezondheid van het niet-behandeld water evenals de hygiëne, de gezondheid en de controle van behandeld water.

Het Comité geeft zijn advies over de voorbereiding van begrotingsvoorstellen en onderzoekt alle boekingsverrichtingen evenals de wijzigingsvoorstellen van het kader van het personeel.

Het stelt voor aan de Minister de werving van contractueel personeel in aanvulling of in vervanging binnen de grenzen van de begrotingskredieten.

Het Comité draagt aan de Minister het investeringsprogramma inzake waterproductie en -leiding voor.

Het richt hem alle suggesties en voorstellen betreffende het bedrijf in 't bijzonder wat betrekking heeft op de prijs van het water en brengt hem jaarlijks verslag uit over het beheer van het bedrijf.

Het bereidt de installatie van het Gewestelijk bedrijf van waterproductie en -leiding voor.

Art. 4. De Minister wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 25 juni 1987.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve
belast met de Nieuwe Technologieën, de Buitenlandse Betrekkingen, de Algemene Zaken en het Personeel, *

M. WATHELET

De Minister van het Waalse Gewest voor Ruimtelijke Ordening, Water en Landleven,

A. LIENARD

AUTRES ARRÊTÉS

SERVICES DU PREMIER MINISTRE ET MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

Ordres nationaux. — Promotions. — Nominations

Par arrêté royal du 29 avril 1987 :

Est nommé officier de l'Ordre de Léopold :

M. Verschuere, Arthur Georges François, inspecteur général des homes au C.P.A.S. de Charleroi.

Prise de rang : 8 avril 1987.

Il portera la décoration civile.

Sont nommés chevalier de l'Ordre de Léopold :

Mmes :

Dufour, Marie-Louise Catherine, dite Catherine Faly, épouse Bronne, comédienne au Théâtre national de Belgique.

Prise de rang : 15 novembre 1984.

Falk, Suzanne, comédienne au Théâtre national de Belgique.

Prise de rang : 8 avril 1985.

ANDERE BESLUITEN

DIENSTEN VAN DE EERSTE MINISTER EN MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

Nationale Orden. — Bevorderingen. — Benoemingen

Bij koninklijk besluit van 29 april 1987 :

Wordt benoemd tot officier in de Leopoldsorde :

De heer Verschuere, Arthur Georges François, inspecteur-generaal van de tehuizen bij het O.C.M.W. van Charleroi.

Ranginneming : 8 april 1977.

Hij zal het burgerlijk ereteken dragen.

Worden benoemd tot ridder in de Leopoldsorde :

De dames :

Dufour, Marie-Louise Catherine, ps. Catherine Faly, echtgenote Bronne, toneelspeelster aan het « Théâtre national de Belgique ».

Ranginneming : 15 november 1977.

Falk, Suzanne, toneelspeelster aan het « Théâtre national de Belgique ».

Ranginneming : 8 april 1985.